



Marché de fournitures

Règlement de consultation  
RC ECLPN 2509

**Pièces détachées nécessaires à la maintenance  
et à la réparation des armes de poing des forces de  
sécurité intérieure (5 lots)**

**Date et heure limites de réception des plis :**

**2 juillet 2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Présentation de l'accord-cadre.....</b>	<b>3</b>
1.1 : Objet de l'accord-cadre.....	3
1.2 : Mode de passation et type d'accord-cadre.....	3
1.3 : Durée et étendue.....	4
<b>Article 2 : Délai de validité des offres.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 : Conditions de présentation des offres.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Groupement de candidats, co-traitance.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5 : Contenu du dossier de consultation (DCE).....</b>	<b>5</b>
<b>Article 6 : Présentation des candidatures et des offres.....</b>	<b>5</b>
6.1 : Constitution des plis.....	5
6.1.1 : Pièces de la candidature.....	5
6.1.2 : Pièces de l'offre.....	6
<b>Article 7 : Modalité de remise d'une offre.....</b>	<b>6</b>
7.1 : Remise des plis.....	6
7.2 : Remise d'une copie de sauvegarde.....	7
<b>Article 8 : Évaluation des offres – Attribution de l'accord-cadre.....</b>	<b>7</b>
8.1 : Vérification des informations relatives aux offres.....	7
8.2 : Vérification de la conformité des offres.....	7
8.3 : Classement des offres.....	8
8.3.1 : La méthode d'évaluation du critère prix.....	8
8.3.2 : La méthode d'évaluation du critère délai de livraison.....	8
8.3.3 : Délai de garantie supplémentaire.....	8
<b>Article 9 : Suite donnée à l'analyse des offres.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 10 : Obligation du candidat retenu.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 11 : Question-modification de détails du dossier de consultation.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 12 : Demandes de renseignements.....</b>	<b>10</b>
<b>Annexe 1 : Attestation sur l'honneur (non implication d'intérêts russes).....</b>	<b>11</b>
<b>Annexe 2 : Attestation sur l'honneur (lieu de fabrication).....</b>	<b>12</b>

**Article 1 : Présentation de l'accord-cadre****1.1 : Objet de l'accord-cadre**

L'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) est notamment chargé d'assurer :

- la maintenance des armes de la police nationale et de la gendarmerie nationale pour les niveaux d'intervention technique supérieurs à celui des armureries régionales ou zonales,
- l'approvisionnement en fournitures nécessaires aux opérations de maintenance effectuées par les armureries régionales ou zonales.

Le présent marché a pour objet l'achat des pièces détachées permettant la maintenance et la réparation des pistolets automatiques SIG SAUER SP 2022, calibre 9x19, de fabrication dite « allemande » acquis entre 2003 et 2008, en dotation au sein du ministère de l'Intérieur.

CPV : 35300000

GM : 42.01.01

**1.2 : Mode de passation et type d'accord-cadre**

L'accord-cadre est soumis au code de la commande publique et au cahier des clauses administratives générales des marchés publics industriels (CCAG MI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Il est passé suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert, en application des dispositions des articles L.2124-2 et R.2124-2 al.1 du code pré-cité.

L'accord-cadre est constitué de 5 lots :

N° de lots	Intitulés
1	Culasse assemblée renforcée
2	Canon renforcé
3	Pièces détachées diverses
4	Poignées taille standard avec attache dragonne
5	Talon de chargeur petit modèle

Chaque lot donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande conformément aux articles L.2125-1 al. 1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R.2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il est mono-attributaire.

### 1.3 : Durée et étendue

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 36 mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement une fois pour une période de douze mois sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, l'administration en informe le titulaire via la plateforme PLACE ou par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

## **Article 2 : Délai de validité des offres**

Le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leur offre est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

À l'échéance de ce délai, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation notifiée par écrit, les soumissionnaires seront engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

## **Article 3 : Conditions de présentation des offres**

Les offres multiples présentées par un même candidat sont interdites, conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique « *si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres* ».

Toute offre doit répondre aux exigences fixées par le CCP du présent accord-cadre.

## **Article 4 : Groupement de candidats, co-traitance**

Les candidats peuvent se présenter soit individuellement soit sous la forme d'un groupement d'entreprise. Ils ne sont pas autorisés à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Le groupement doit fournir une habilitation du mandataire par ses co-traitants et le mandataire doit justifier des habilitations nécessaires permettant de représenter ces entreprises dès l'attribution de l'accord-cadre. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature de l'accord-cadre, sauf cas particuliers prévus par l'article R.2142-26 du code de la commande publique.

**Article 5 : Contenu du dossier de consultation (DCE)**

Le DCE est exclusivement disponible sur la plateforme de dématérialisation des procédures de marché de l'Etat, dite PLACE, à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Il peut être téléchargé gratuitement, soit anonymement soit après inscription. La communication des coordonnées du candidat est fortement recommandée : seuls les candidats qui se sont ainsi inscrits ont communication des informations complémentaires apportées pendant la phase de publicité.

Le dossier de consultation des entreprises comprend les documents suivants :

- La lettre de candidature – imprimé DC1 ;
- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement – imprimé DC2 ;
- Attestation sur l'honneur (non implication d'intérêts russes) – annexe 1 du présent document ;
- Attestation sur l'honneur (lieu de fabrication) – annexe 2 du présent document ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- L'acte d'engagement ;
- Les bordereaux des prix unitaires ;
- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'avis de publicité du marché.

**Article 6 : Présentation des candidatures et des offres****6.1 : Constitution des plis****6.1.1 : Pièces de la candidature**

Les pièces de la candidature sont les suivantes :

- **la lettre de candidature - imprimé DC1** propre à la consultation ou équivalente, renseignée d'une personne nommément désignée qui a pouvoir d'engager la société ou la personne qu'elle représente ; cet imprimé intègre une déclaration sur l'honneur du candidat pour justifier que ce dernier n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-2 ou aux articles L. 2141-4 à L. 2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- **la déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement- imprimé DC2** propre à la consultation ou équivalente, renseignée d'une personne nommément désignée qui a pouvoir d'engager la société ou la personne qu'elle représente ;
- **au titre des capacités économiques et financières : la déclaration concernant le chiffre d'affaires global hors taxes des trois derniers exercices disponibles avec la part du chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre** ; les sociétés de création récente sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Ces éléments peuvent être complétés dans les champs idoines du DC2.

- **au titre des capacités techniques et professionnelles : la liste des principales références de contrats en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, exécutés sur les trois dernières années, indiquant les montants, dates et destinataires ;** à défaut de références, tout moyen de preuves que le candidat juge pertinent au regard de l'objet de l'accord-cadre. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration de l'opérateur économique. Ces éléments peuvent être complétés dans les champs idoines du DC2.

Nota : conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, gratuit et administré par un organisme officiel ou par le biais d'un espace de stockage numérique gratuit, à condition que figurent dans son dossier toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.

Les candidats peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature.

#### 6.1.2 : Pièces de l'offre

Pour l'ensemble des lots les pièces suivantes sont à fournir :

- **l'acte d'engagement** complété renseigné en totalité ;
- **le bordereau des prix unitaires – BPU** complété en totalité et signé de la personne habilitée à engager la société. [La trame du BPU ne doit pas être modifiée](#) ;
- **un mémoire technique présentant les moyens humains et matériels dédiés au présent marché** (machines outils, surface de production, moyens humains et qualifications des personnels, organigramme, présentation du bureau d'études, certification ISO, durée de garantie supplémentaire, etc).
- **Les plans des pièces proposées ;**
- **L'attestation relative à la Russie** dûment complétée et signée. L'attestation jointe en annexe 1 du règlement de consultation peut être prise comme exemple ;
- **L'attestation sur l'honneur dûment complétée et signée relative au lieu de fabrication localisé sur le territoire des États membres de l'Union européenne** durant l'exécution du présent marché. L'attestation jointe en annexe 2 du règlement de consultation peut être prise comme exemple.
- **Pour les lots 1, 2 et 3 l'autorisation de fabrication, de commerce et d'intermédiation** (Articles R313-28) du code de la sécurité intérieure.

## Article 7 : Modalité de remise d'une offre

### 7.1 : Remise des plis

Toutes les pièces de candidature et d'offre, sont remises exclusivement sous forme de pli électronique déposé sur PLACE, à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les documents sont à présenter aux formats suivants : .pdf, .doc, .xls, .odt, .ods, .jpg ; l'utilisation de codes actifs (formats exécutable, macros, activeX, Applets, scripts, ...) n'est pas autorisée.

Dans la mesure du possible, le BPU doit être également fourni au format .xls ou .ods.

Pour l'utilisation de PLACE, les candidats doivent se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation du site. En outre, ils sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et à répondre à une consultation test afin de s'assurer du bon fonctionnement de leur environnement informatique. La rubrique « aide » du site propose à cette fin plusieurs documents et informations.

#### 7.2 : Remise d'une copie de sauvegarde

Les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde en plus de leur pli dématérialisé sur support papier ou sur support physique électronique : clé USB ou CD-Rom. Il s'agit d'une copie à l'identique du pli électronique.

Elle est envoyée sous enveloppe cachetée portant les mentions « Copie de sauvegarde – NE PAS OUVRIR – ECLPN Appel d'offres 2509 – Lot XXX » ; l'adresse complète de l'ECLPN : Établissement Central Logistique de la Police Nationale – Bureau des marchés publics – 1 rue Faraday – BP 81600 – 87 022 LIMOGES Cedex 09 » avant la date limite en page de garde du présent document.

### **Article 8 : Évaluation des offres – Attribution de l'accord-cadre**

#### 8.1 : Vérification des informations relatives aux offres

Les offres seront analysées avant les candidatures conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique.

Si l'acheteur constate que des pièces ou informations dont la production était réclamée au titre de l'offre sont absentes ou incomplètes, dans le respect de l'article R.2152-2 du code de la commande publique, il peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Le cas échéant, la régularisation des pièces de l'offre est effectuée dans un délai approprié qui est identique à chaque candidat, ce délai est plafonné à dix jours.

#### 8.2 : Vérification de la conformité des offres

Il est procédé à l'analyse de la conformité de l'offre selon les documents remis par le soumissionnaire.

L'offre du candidat doit être conforme aux dispositions des documents de la consultation. Seules les offres jugées conformes sont analysées et évaluées.

8.3 : Classement des offres

Critère	Pondération
<b>Prix</b>	<b>60 %</b>
<b>Délai de livraison</b>	<b>30 %</b>
<i>Sous critère 1 : Délai de livraison de la tête de série</i>	<i>18 pts</i>
<i>Sous critère 2 : Délai de livraison des quantités du panier fictif</i>	<i>12 pts</i>
<b>Durée de garantie supplémentaire</b>	<b>10 %</b>

8.3.1 : La méthode d'évaluation du critère prix

La note du critère prix est notée sur 60 points selon la formule :  
 $\text{coefficient de pondération} \times (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre évaluée})$

Le prix retenu est le prix total en € HT du « panier fictif » de commande communiqué ci-dessous en fonction des tarifs mentionnés par le candidat dans son BPU.

Lot	Désignation	Quantité
1	Culasse assemblée renforcée	5000
2	Canon renforcé	2000
3	Chien	1000
	Gâchette	1000
4	Poignée taille standard avec attache dragonne (noire)	4000
5	Talon de chargeur petit modèle	2000

8.3.2 : La méthode d'évaluation du critère délai de livraison

Le critère délai de livraison est noté sur 30 points répartis selon deux sous-critères comme mentionnés ci-dessus.

La note du candidat sera attribuée en fonction de la formule suivante :  $(\text{délai le plus bas} / \text{délai du candidat}) \times \text{coefficient de pondération}$

Les notes des deux sous-critères sont additionnées pour obtenir une note sur 30 points.

8.3.3 : Délai de garantie supplémentaire

Le délai de garantie supplémentaire est noté sur 10 points. Le candidat mentionne dans son mémoire technique le délai de garantie supplémentaire aux deux ans de l'article 15 du CCP. La note de chaque candidat est obtenue selon la formule :  $(\text{délai le plus long} / \text{délai du candidat}) \times \text{coefficient de pondération}$

L'absence de mention du délai de garantie dans le mémoire technique équivaut à l'attribution de la note de zéro d'office.



**Article 9 : Suite donnée à l'analyse des offres**

Les pièces de la candidature du soumissionnaire 1<sup>er</sup> classé sont analysées. Si des pièces sont manquantes ou incomplètes le candidat a la possibilité de les régulariser conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, tout comme l'ensemble des candidats. Le soumissionnaire dispose alors d'un délai maximum de 10 jours pour régulariser sa candidature.

Selon les éléments manquants ou incomplets l'acheteur peut adresser la demande de régularisation dans le même temps que la demande des pièces attendues du futur attributaire (cf article 10 ci-après).

A défaut de remise des documents attendus dans le délai imparti, l'offre sera rejetée et le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après, sera sollicité.

**Article 10 : Obligation du candidat retenu**

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra, s'il ne les a pas produit avec son offre, fournir, dans un délai de 10 jours suivant la demande qui lui en sera faite :

- l'acte d'engagement signé par la personne habilitée à engager le candidat ;
- le pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat (délégation de pouvoir, de signature, extrait K Bis etc) ;
- le relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- les attestations et certificats des administrations sociales et fiscales justifiant qu'il a satisfait à ses obligations ;
- le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1<sup>o</sup> de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

Conformément à l'article D. 113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat retenu n'est pas tenu de produire les pièces listées ci-dessus, si elles peuvent être obtenues directement auprès d'une autre administration.

À l'instar des pièces relatives aux capacités des candidats, et conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, le candidat retenu n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir par les moyens cités à l'article 6.1. du présent règlement de consultation.

**Article 11 : Question-modification de détails du dossier de consultation**

Les questions et demandes de renseignements relatives au cahier des charges doivent être déposées sur la plate-forme des achats de l'Etat à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard sept jours avant la date limite de remise des offres. Si une question est posée passé ce délai aucune réponse ne pourra lui être apportée.

L'acheteur répond dans les mêmes délais et peut apporter, au plus tard sept jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

**Article 12 : Demandes de renseignements**

Pour tout renseignement **ne pouvant faire l'objet d'une question via la plate-forme des achats de l'Etat**, les candidats s'adressent exclusivement au Bureau des marchés publics de l'ECLPN :

tél : 05 55 10 50 50 - courriel : [eclpn-marches@interieur.gouv.fr](mailto:eclpn-marches@interieur.gouv.fr)

**Annexe 1 : Attestation sur l'honneur (non implication d'intérêts russes)**

**Référence :** DCE N° ECLPN 2509 – Pièces détachées nécessaires à la maintenance et à la réparation des armes de poing des forces de sécurités intérieures (5 lots)

Je soussigné(e) *nom, prénom du représentant de l'entreprise* .....  
représentant la société .....  
et agissant en qualité de .....

déclare sur l'honneur qu'il n'y a pas d'implication russe dans notre entreprise conformément au règlement (UE) n° 2022/576 du Conseil du 8 avril 2022, modifiant le règlement (UE) n° 833/2014, concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

Je déclare en particulier :

- ☐ Ne pas être un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe.
- ☐ Ne pas être détenu à plus de 50 %, et de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe.
- ☐ Ne pas être une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou une instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe.
- ☐ Ne pas être en collaboration avec un sous-traitant, un fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle je recours se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Fait à .....,  
le ...../...../.....  
Raison sociale et signature :

**Annexe 2 : Attestation sur l'honneur (lieu de fabrication)**

**Référence :** DCE N° ECLPN 2509 – Pièces détachées nécessaires à la maintenance et à la réparation des armes de poing des forces de sécurités intérieures (5 lots)

Je soussigné, .....  
représentant la société .....  
et agissant en qualité de .....

certifie sur l'honneur que conformément à l'article L. 2112-4 du Code de la commande publique :

- ☐ la fabrication des pièces - pour l'ensemble des lots soumissionnés ou du lot soumissionné - est localisée sur le territoire des États membres de l'Union européenne ;

déclare que, sauf indication contraire claire, ces produits sont d'origine préférentielle :

.....  
.....

m'engage à :

- ☐ respecter les lieux de fabrication déclarés dans mon offre ;
- ☐ autoriser la vérification et le contrôle de l'application des dispositions légales susmentionnées sur le lieu de fabrication, à tout moment et sans condition préalable, durant toute la durée du présent marché.

**Date et signature de la personne  
habilitée à engager la société**

